

CHRONIQUE

En France

La presse associée tenue par le capital anglo-américain n'a guère eu à s'occuper, ces temps derniers, de choses d'Angleterre, d'Allemagne ou de Russie. C'est à peine si elle nous a signalé quelques faits d'un ordre bien secondaire comme du budget de M. Asquith, de l'assassinat de Gapon et de la dernière démission de M. de Witte. En revanche elle s'est vivement intéressée aux affaires intérieures de la France. Et certes, pour une fois qui ne sera sans doute pas coutume, elle a eu raison. Nous devons l'en féliciter et lui déclarer — res miranda populo, — qu'elle s'est tenue au-dessous de la vérité.

* * *

Le 1er mai est passé sans trop de désordres, le premier mai, date redoutable aux ministères français qui, très souvent — et ce sera peut-être le cas pour celui de MM. Sarrien et Clémenceau — trouvent dans les chocs et les contre-chocs des houles populaires de cette journée, le coup de lame qui les emporte. Mais n'anticipons pas sur les événements.

* * *

Nous ajoutons peu de foi aux récits de conspirations royalistes ou impérialistes contre la 3^{ème} République. La police elle-même s'est amusée, de tout temps, à monter ces complots pour faire preuve d'utilité publique ou pour sauver l'Etat par une vigilance traditionnellement empruntée au civisme des oies du Capitole.

Nous croyons les royalistes ou les impérialistes trop faibles en France pour se mettre à la tête d'un mouvement sérieux, capable de renverser un régime qui s'appuie encore, tant bien que mal sur l'armée. Et si l'armée elle-même désire un changement, après les fiches de délation et les actes honteux d'antimilitarisme dont certains ministres se sont rendus coupables, elle ne se sent que médiocrement entraînée vers les chefs de régimes passés. Elle désire plutôt rester républicaine avec les progressistes de la trempe de Ribot que s'exposer à prendre parti dans une guerre civile résultat certain d'un coup d'Etat en faveur du duc d'Orléans, fort contesté parmi les classes bourgeoises ou du prince Victor, chef de la maison impériale mais rejeté, pour causes intimes, du sein de groupes influents qui lui préfèrent l'officier de mérite qu'est le gouverneur Napoléon, protégé de Nicolas II.

* * *

Toute cette agitation, tous ces mouvements d'organisation soi-disant ouvriers dirigés par des meneurs qui ne sont rien moins que des travailleurs, ces complots vrais ou supposés, ces recherches à domicile, ces perquisitions à grand bruit, ces arrestations de gens paisibles, souvent, n'ayant que le tort de leur nom ou de leur fortune, ce sont les préliminaires nécessaires à une élection générale. Il y aura répression par la force armée, et tout sera dit.

Mais faut-il conclure d'un premier mai tranquille forcément, où s'est soumise au contact de la baïonnette ou sous la bouche des fusils, une population profondément remuée par la propagande socialiste révolutionnaire, faut-il conclure au rétablissement de la paix sociale, de l'ordre dans les affaires publiques et privées des Français ? Non, le 1er mai a passé, le 6 mai s'est terminé par le succès indécis des partis radical ou conservateur que l'on appelle libéral en France, mais la révolution socialiste est restée intacte, inentamée, forte de tous ses organes irrités et s'alimentant à toutes les sources qu'aucune force armée n'empêchera de couler, du collectivisme à outrance et de la rage sectaire contre l'état social existant.

* * *

Depuis des années, sous l'oeil complaisant du Bloc et de ses souteneurs, la propagande néfaste a fait son oeuvre et malgré l'armée, malgré les ordres d'une répression implacable, la fausse doctrine s'est infiltrée partout. La vie de la France, intellectuelle, commerciale, industrielle, la vie des champs même, va s'employer à se défendre contre eux qui ont juré de l'atteindre et ont réussi à faire croire que de sa disparition, viendrait l'égalité des sorts et le mieux être du prolétariat.

Un de nos confrères de Paris, "l'Echo de Paris", a confié à des hommes de compétence et d'impartialité incontestables, la tâche d'enquêter sur tous les faits et gestes des organisations de travail et des ouvriers de l'Etat employés aux ports militaires de la France, à Toulon, à Marseille, à Brest. Le résultat de leurs recherches, appuyés sur des faits inattaquables, a créé une très profonde impression en France et à l'étranger.

* * *

On attribue trop volontiers l'agitation des derniers jours aux manoeuvres des partis, aux besoins des organisations électorales, au soulèvement des cléricaux contre la loi de séparation et contre la prise des inventaires, quand, de fait, ce que nous avons vu et ce que nous allons voir, prenant de jour en jour des développements effroyables, est la seule conséquence de la propagande révolutionnaire socialiste menée avec une hardiesse et une persévérance vraiment dignes d'une meilleure cause.

Notre confrère résume d'une façon saisissante les hautes oeuvres de "la Révolution qui vient" — c'est l'expression dont il se sert — depuis ces derniers temps :

"Dans le Nord comme dans le Midi de la France, l'ordre est, en effet, impunément troublé par des grévistes ou par des factieux, la loi ouvertement violée; les attentats, les meurtres, les incendies désolent plusieurs départements; la liberté du travail, la liberté individuelle, la discipline militaire, les propriétés privées, les existences mêmes ne sont plus respectées.

"A Fouquières-lès-Lens, des vitres sont brisées dans les corons des mineurs qui ne veulent pas se mettre en grève; des fils de fer sont tendus par les grévistes sur le passage des rondes de cavalerie; la gendarmerie et la troupe sont insultées et lapidées.

"A Harnes, dans le quartier du Petit-Moulin, un gréviste lance une bombe contre l'habitation d'un travailleur, un panneau de la porte est arraché et projeté dans un champ voisin; c'est par miracle que les habitants de la maison ne sont pas tués.

"Aux mines de Courrières, une cartouche de dynamite est placée à la jointure de deux rails et fait sauter un coussinet; un peu plus loin, un coin est enfoncé dans le mécanisme d'une aiguille pour la fausser; des grévistes qui s'étaient rendus aux abords de la fosse No 9 s'emparent de deux "rouffions". Ils les obligent à porter un drapeau rouge et une pancarte. De temps en temps, ils forment le cercle autour d'eux, les font mettre à genoux et les obligent à crier: "Je suis un lâche, un fainéant. Vive la grève!" Les soldats finissent par les dégager.

"A Anzin, les grévistes sont maîtres du pays; ils envahissent les corons, brisent les vitres pénètrent sur les voies ferrées, dans les gares.

"A Billy-Montigny, un gréviste est tué par un travailleur.

"A Saint-Waast-la-Haut, près de Lille, un rail est brisé sur une longueur de plusieurs centimètres; trois cartouches de dynamite, qui n'avaient pas explosé par pur hasard, sont retrouvées sur la voie ferrée.

"A Hénin-Liétard, une cartouche de dynamite fait sauter à demi la maison d'un boute-feu.

"Pour empêcher les charbons belges d'entrer en France, les grévistes tentent de faire sauter le pont du chemin de fer jeté sur la Honnelle, rivière qui forme la limite entre la France et la Belgique.

"Près d'Abbeville, les grévistes incendient le château d'un patron, qui n'échappe à leur fureur que par la fuite, et pillent les logements de plusieurs contremaîtres.

"A Roubaix, une agression se produit contre M. Méline, à l'issue d'une réunion politique.

"Une mutinerie éclate à bord du croiseur "D'Assas", au cours de sa traversée de retour des mers de Chine. Un premier maître d'équipage est frappé par un matelot; le lieutenant qui commande en second est insulté et outragé; des marins s'interposent et donnent raison au mutin.

"A Toulon, Jean Bruno, gréviste, est tué d'un coup de stylet par Ricordi, non gréviste; une bombe est trouvée dans les appartements de la sous-préfecture; le commissaire de police est arrêté et enfermé par les grévistes dans la Bourse du travail; les cafés sont saccagés; les particuliers, attaqués ou insultés.

"Sur tous ces points du territoire français, l'autorité est impuissante ou désarmée; la plupart des auteurs de ces violences ou de ces attentats restent inconnus ou impunis; à peine quelques arrestations sont-elles opérées. Dans le Nord comme dans le Midi, la terreur règne!"

Nous avons dit un mot de la grève des employés postiers et téléphonistes. Elle n'a duré, à Paris, où elle semblaient localisée, que deux ou trois jours. La grève des postes et téléphones est bien la moins populaire de toutes puisqu'elle s'attaque à Monsieur tout le monde. Le ministère n'a donc pas eu grand mal à reconstituer ce double service au moyen des pioupious de l'armée et en jetant sur le pavé, sans autre avis, deux cents à trois cents pauvres diables des pelés, des galeux, sans appui, sans sympathies, il eut vite fait de tout ramener à l'ordre. Cette grève n'était pas révolutionnaire, comme tant d'autres; fomentée par certains fonctionnaires supérieurs, elle avait pour but le relèvement du salaire des sous-agents ou facteurs à Paris. Voici comment les grévistes ont formulé leurs demandes :

A la population parisienne.

Les sous-agents des postes et télégraphes sont en grève.

Depuis des années on leur promet d'améliorer leur sort, et depuis des années les promesses restent vaines. Il faut que le public sache ce que c'est qu'un traitement de :

1,100 francs par an, c'est-à-dire à peine 3 francs par jour.

Qu'au début de leurs fonctions, on les oblige à assurer les plus pénibles charges de la vie.

Le Parlement vient de voter quarante millions pour améliorer les services qui craquent de partout, mais il n'a pas pensé un seul instant à relever la situation misérable des sous-agents.

C'en est trop; ils n'y tiennent plus; voilà pourquoi aujourd'hui ils cessent le travail.

Ils demandent à gagner le traitement minimum de 5 francs par jour.

Que la population parisienne, qui connaît bien le dévouement de ses facteurs, juge si leurs prétentions sont exagérées.

Et si, comme nous n'en doutons pas, elle estime qu'elles sont au contraire des plus légitimes, qu'elle les soutienne.

LE CONSEIL SYNDICAL.

Ces réclamations ne semblent pas exagérées, si on les compare aux exigences des grévistes de révolution pour lesquelles il ne s'agit pas de salaires mais simplement de la main mise des ouvriers sur la régie même des établissements de leurs patrons.

De plus, admirons donc l'esprit ou l'état d'âme de cette démocratie qui gouverne la France. Elle trouve, par sa loi des retraites ouvrières plus de 300,000,000 de francs pour des vieillards auxquels le gouvernement ne doit rien et ce même gouvernement n'a pas les moyens de rémunérer convenablement les serviteurs qui donnent tout leur temps, toutes leurs forces au service de l'Etat. Doux pays, doux pays! dirait Forain.

* * *

Le télégraphe nous a annoncé l'arrestation de Griffuelhes, secrétaire général de la Confédération générale du Travail, qui prépare le "chambardement général".

On sera curieux de connaître les idées de ce général de la Révolution socialiste, auquel personne ne peut nier, au moins, le grand mérite d'une franchise tout à fait démocratique.

Un journaliste, M. Gaston Due, de "l'Echo de Paris" est allé l'interviewer à ses nouveaux bureaux et l'entretien vint à rouler sur la protection des lois en préparation :

—Des lois ! interrompt vivement Griffuelhes. Qu'est-ce que cela peut bien nous faire ? Nous sommes en dehors de la loi, au-dessus de la loi. Nous existons par notre seule force et nous n'attendons rien que de cette force.

—Alors, c'est le retour aux barbaries primitives, la disparition, d'un seul coup, de deux cents siècles de civilisation, la lutte acharnée des classes, à coups de fusil, à coups de poing, à coups de dent ?

—Mais oui. La civilisation ! pourquoi nous intéresserait-elle ? Les travailleurs, qui l'ont faite avec leurs bras, n'en jouissent que dans une proportion infinitésimale.

—Donc, pas de merci ?

—Non.

—Pas d'entente entre le capital et le travail ?

—Non.

—Pas de désarmement de votre part, quelles que soient les concessions faites au travail par le capital ?

—Non.

—La guerre à mort ?

—Oui".

* * *

La guerre à mort. Ces quatre mots pourraient résumer toute ma conversation avec M. Griffuelhes. Ils répondaient à toutes mes objections, à tous mes